



Objet de la consultation

**ACCORD-CADRE
CONTROLES REGLEMENTAIRES PERIODIQUES DES INSTALLATIONS ET
OUVRAGES DU PALAIS DE TOKYO**

N°14_2024

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

PREAMBULE	4
CHAPITRE 1 CONTEXTE	4
Article 1. DEFINITION GENERALE DES PRESTATIONS	4
Article 2. GENERALITES	4
2.1. PRESENTATION DU PALAIS DE TOKYO	4
2.2. CLASSEMENT ET COMPOSITION DU PALAIS DE TOKYO	4
Article 3. NATURE DES PRESTATIONS	6
3.1. PRESTATIONS FORFAITAIRES	6
3.2. LIMITES DE PRESTATIONS	6
3.3. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES SUR BONS DE COMMANDE	7
3.4. PRESTATIONS HORS ACCORD CADRE	7
3.5. REGLEMENTATION APPLICABLE	7
Article 4. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	7
CHAPITRE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	8
Article 5. INSTALLATIONS ELECTRIQUES	8
5.1 Installations et matériels concernés	8
5.2 Réglementation de référence	8
5.3 Fréquence des vérifications	8
5.4 Contenu des rapports	8
5.5 Modalités particulières d'exécution des prestations	8
Article 6. ASCENSEURS, MONTE-CHARGES	9
6.1 Installations et matériels concernés	9
6.2 Réglementation de référence	9
6.3 Fréquence des vérifications	9
6.4 Modalités particulières d'exécution des prestations	9
Article 7. APPAREILS DE LEVAGE	9
7.1 Installations et matériels concernés	9
7.2 Réglementation de référence	9
7.3 Fréquence des vérifications	10
Article 8. SYSTEME DE SECURITE INCENDIE ET MOYENS DE SECOURS	10
8.1 Installations et matériels concernés	10
8.2 Réglementation de référence	10
8.3 Fréquence des vérifications	10
8.4 Modalités particulières de réalisation	10
Article 9. POINTS D'ANCRAGE ET LIGNE DE VIE	11
9.1 Installations et matériels concernés	11
9.2 Réglementation de référence	11
9.3 Fréquence des vérifications	11
Article 10. EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE	11
10.1 Installations et matériels concernés	11
10.2 Réglementation de référence	11
10.3 Fréquence des vérifications	11
Article 11. PRESTATIONS DE CONSEIL	11
CHAPITRE 3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	12
Article 12. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES SUR BONS DE COMMANDE	12
12.1 Vérification d'une armoire électrique par thermographie	12
12.2 Vérification triennale du Système de sécurité Incendie	12
12.3 Vérification quinquennale des ascenseurs	12
12.4 Vérification des installations de parafoudre	12
12.5 Prestation complémentaire – Schémas Electriques	13
12.6 Prestation complémentaire – Mesures acoustiques	13

12.7 Prestation complémentaire – Mesures de puissances	13
12.8 Prestation complémentaire – Mesures d'harmoniques	13
12.9 Autres prestations complémentaires	13
CHAPITRE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
Article 13. PERSONNEL	14
Article 14. HORAIRES D'INTERVENTION ET DEROULEMENT DES PRESTATIONS	15
14.1. JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTION.....	15
14.2. DEROULEMENT DES PRESTATIONS	15
Article 15. CONSOMMABLES ET PETITES FOURNITURES.....	16
Article 16. OUTILLAGE.....	17
Article 17. PROTECTION DES BIENS.....	17
CHAPITRE 5. CONTROLE ET SUIVI DE LA PRESTATION, DOCUMENTATION, LIVRABLES.....	17
Article 18. CONTROLES - SUIVI.....	17
18.1. CONTROLE CLIENT	17
Article 19. DOCUMENTATION LIEE A L'EXECUTION DE LA PRESTATION	17
19.1. DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	17
19.2. RAPPORTS	18
19.3. REUNIONS	19
CHAPITRE 6. ANNEXE	19

PREAMBULE

Le présent cahier des clauses techniques particulières (« **CCTP** ») a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Palais de Tokyo, (dénommé ci-après le « **Palais de Tokyo** »), confie au titulaire de l'Accord-cadre (ci-après dénommé le « **Titulaire** ») les prestations de contrôles réglementaires des installations et ouvrages du Palais de Tokyo.

L'exécution des prestations est soumise aux conditions décrites au présent CCTP et son annexe « Liste des équipements et matériels du Palais de Tokyo ».

Les descriptions des prestations à réaliser faites dans les différents documents constituent le minimum à réaliser. Le Titulaire se doit de les compléter au besoin pour respecter la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 1 CONTEXTE

Article 1. DEFINITION GENERALE DES PRESTATIONS

Le présent accord-cadre (ci-après dénommé l'« **Accord-cadre** ») a pour objet des prestations de contrôles réglementaires des installations et ouvrages du Palais de Tokyo.

Le présent CCTP s'articule autour de :

- La nature et le contenu des prestations ;
- Les modalités d'exécution des prestations ;
- Les principes de contrôle, de suivi et de reporting des prestations.

Article 2. GENERALITES

2.1. PRESENTATION DU PALAIS DE TOKYO

Le Palais de Tokyo dispose d'un espace situé 13 avenue du Président Wilson à Paris (75116), à usage d'expositions. L'établissement est propriété de l'État, qui en concède la gestion et l'exploitation à la SASU Palais de Tokyo dans le cadre d'une convention de délégation de service public.

La mission du Palais de Tokyo est de contribuer au soutien et à la diffusion de la création actuelle, notamment dans le domaine des arts visuels.

Dédié à la création contemporaine, le Palais de Tokyo est depuis 2002 le lieu vivant des artistes d'aujourd'hui. Ouvert de midi à minuit, le plus grand centre d'art contemporain en Europe est au cœur de Paris, entre la Tour Eiffel et les Champs-Élysées, une destination incontournable pour expérimenter l'art sous toutes ses formes. Expositions, rencontres, projections, concerts, performances, mais aussi une librairie, deux restaurants, une discothèque, une architecture spectaculaire et une médiation adaptée à tous les publics font du Palais de Tokyo le lieu où l'art se vit en continu.

2.2. CLASSEMENT ET COMPOSITION DU PALAIS DE TOKYO

2.2.1. Classement

Le Palais de Tokyo est un établissement recevant du public (ERP) de 1^{ère} catégorie de type Y avec des activités secondaires de types L, M, N, P, R, S et W.

Les activités ERP sont les suivantes :

- Y : Musées ;
- L : Salles d'audition, conférences, réunions, spectacles ;
- M : Magasins de vente ;
- N : Restaurants et débits de boissons ;
- P : Salles de danse et Salles de jeux ;
- R : Etablissements d'enseignement, colonies de vacances ;
- S : Bibliothèques, centres de documentation et de consultation d'archives ;
- W : Administrations, banques, bureaux.

2.2.2. Les espaces intérieurs

Le Palais de Tokyo d'une superficie de 22 000 m² (intégrant les espaces de concessions) se compose de salles d'exposition, d'espaces dédiés à des événements (performances, privatisation d'espaces, etc.) et de locaux administratifs et techniques. Certaines parties du bâtiment accueillent d'autres usages dont la gestion est effectuée par des tiers dans le cadre de concessions. Deux restaurants, une discothèque, une librairie et une centrale de production d'énergie frigorifique sont ainsi exploités par des tiers.

Au niveau 3A, trois espaces peuvent être privatisés. Ces espaces de privatisation, appelés « Alcôves » disposent d'une terrasse, lesquelles sont accessibles pour les pompiers par des escaliers en applique des façades. Ils constituent également les escaliers d'évacuation.

Le bâtiment dispose de plusieurs accès différenciés, certains étant dédiés à des usages et d'autres étant mutualisés.

Les espaces de l'administration sont situés au niveau 3A et 3B. Ils sont constitués majoritairement de deux open-spaces, et de bureaux cloisonnés. Une terrasse extérieure au niveau 3B est attenante à l'espace de convivialité. Le personnel du Palais de Tokyo accède aux locaux via un accès positionné en dessous du péristyle.

L'ensemble des espaces logistiques s'organisent autour du quai de déchargement, au niveau 0 – rue de la Manutention. Il sert à la fois au Palais de Tokyo et aux différentes concessions. Les espaces servant au Palais de Tokyo sont principalement des ateliers et la réserve des œuvres d'art, ainsi que des réserves pour les équipements scénographiques (éclairage, sonorisation, ...). Les cuisines des concessions et les locaux techniques composent également cet espace logistique.

2.2.3. Les concessions

Le restaurant « BAMBINI », d'une superficie de 1314 m², est situé au niveau 2 et dispose d'une salle intérieure ouverte sur le Palais de Tokyo, ainsi que d'une terrasse le long de l'avenue du président Wilson. Cette concession est accessible depuis l'avenue du président Wilson par le biais de deux passerelles. Les livraisons se font par le quai de déchargement, et l'approvisionnement se fait par un ascenseur dédié.

Le restaurant « MONSIEUR BLEU », d'une superficie de 1145 m², est situé au niveau 1A. Ce restaurant gastronomique se trouve le long du quai de New-York et dispose d'une terrasse. Cette concession est accessible par le parvis bas.

Au niveau 0 est implantée une centrale de production d'énergie frigorifique d'une superficie de 2186 m². Cette concession est accessible par l'avenue de New-York ou la rue de la Manutention.

Situé également au niveau 0, la discothèque « YOYO », d'une superficie de 1065 m², est implantée sous le parvis du bâtiment du Palais de Tokyo. L'accès du public se fait par le palier de l'escalier monumental qui relie le parvis au miroir d'eau le long de l'avenue de New-York. L'accès logistique quant à lui se fait par le quai de déchargement situé rue de la Manutention.

Une librairie, d'une superficie de 469 m² est implantée au niveau 2 du Palais. L'accès du public se fait par l'entrée principale du bâtiment du Palais de Tokyo. L'ensemble de ses livraisons proviennent du quai de déchargement situé rue de la Manutention.

Article 3. NATURE DES PRESTATIONS

3.1. PRESTATIONS FORFAITAIRES

Les prestations forfaitaires de l'Accord-cadre concernent les vérifications réglementaires des équipements et/ou matériels suivants :

- Installations électriques ;
- Ascenseurs, monte-charges ;
- Appareils de levage ;
- Système de sécurité incendie et des moyens de secours ;
- Points d'ancrage et ligne de vie ;
- Equipements de protection individuelle (harnais).

Les prestations de vérification sont arrêtées chaque année en concertation avec le Palais de Tokyo.

3.2. LIMITES DE PRESTATIONS

Le tableau ci-dessous indique le périmètre des prestations exécutées par le Titulaire en fonction des installations et de leur implantation.

Vérification	Périmètre des prestations exécutées par le Titulaire	Hors périmètre
Installations électriques	Palais de Tokyo	Locaux des Concessions
Ascenseurs, monte-charges	Palais de Tokyo	Locaux des Concessions
Appareils de levage	Palais de Tokyo	Locaux des Concessions
Système de sécurité incendie	Palais de Tokyo et locaux des concessions	<i>Sans Objet</i>
Moyens de secours	Palais de Tokyo	Locaux des Concessions
Point d'ancrage et ligne de vie	Palais de Tokyo et Locaux des concessions	<i>Sans Objet</i>

EPI	Palais de Tokyo	Locaux des Concessions
-----	-----------------	------------------------

3.3. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES SUR BONS DE COMMANDE

Le Titulaire se verra confier des prestations complémentaires sur bons de commande. Ces prestations, à la demande du Palais de Tokyo, feront l'objet d'un devis établi sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (« **BPU** ») de l'Accord-cadre.

Les prestations complémentaires sont définies au chapitre 3 du présent CCTP.

3.4. PRESTATIONS HORS ACCORD CADRE

L'Accord-cadre ne concerne pas les prestations de contrôles réglementaires réalisées dans le cadre de travaux (ou projets le cas échéant) et expositions organisés dans le bâtiment du Palais de Tokyo.

Ces prestations feront l'objet de devis séparés établis le cas échéant par le Titulaire.

3.5. REGLEMENTATION APPLICABLE

Les inspections, contrôles et vérifications effectués seront réalisés en application de la réglementation et la normalisation française applicables à la discipline concernée, et, notamment :

- Le code du travail,
- Le Code de la construction et de l'habitation,
- Le code de l'urbanisme ;
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre pour autant qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles,

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Article 4. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Il appartient au Titulaire de mettre en œuvre les moyens et l'organisation nécessaires pour répondre à ses obligations contractuelles et réglementaires.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des installations et ouvrages du Palais de Tokyo dans leur état, leur environnement et pour les prestations qui lui sont demandées. Il ne pourra arguer de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations pour se soustraire à ses obligations.

Les interventions doivent être programmées et planifiées chaque année (pendant toute la durée de l'Accord-cadre, reconductions éventuelles comprises) en accord avec le Palais de Tokyo. Les modalités de planification sont détaillées dans le CCTP.

CHAPITRE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES

Article 5. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

5.1 Installations et matériels concernés

Les installations concernées sont les matériels (fixes ou mobiles) mettant en œuvre l'énergie électrique et en particulier :

- Les cellules HT,
- Les transformateurs,
- Les tableaux généraux basse tension (TGBT),
- Les productions ondulées,
- Les installations d'éclairage, prises de courant,
- Les armoires et tableaux électriques,
- Les installations d'éclairage de sécurité.

Ces installations sont définies dans l'annexe 1 du CCTP.

5.2 Réglementation de référence

Il s'agit des vérifications de sécurité et de conformité des installations électriques conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Les articles R4226-16 à R4226-21 du Code du travail ;
- La Circulaire DTG 2012/12 du 9 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques ;
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) (notamment les articles EL 19§3 et PE 4, GE 8 §2, GE 9 et Appendice) ;
- L'Arrêté du 26/12/2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'aux contenus des rapports réglementaires.
- La norme française NFC 15 - 100 relative aux installations électriques basse tension,
- La norme française NFC 15 - 200 relative aux installations électriques haute tension.

5.3 Fréquence des vérifications

La prestation a lieu à une fréquence annuelle.

5.4 Contenu des rapports

La visite donnera lieu à la transmission d'un rapport qui contiendra les résultats des inspections, contrôles, vérifications etc. Ledit rapport sera remis sous format papier ou sous format électronique au Palais de Tokyo.

5.5 Modalités particulières d'exécution des prestations

Pour les coupures électriques et les tests des dispositifs différentiels, la visite pourra se dérouler en plusieurs fois sans que cela ne donne lieu à une rémunération complémentaire.

Dans tous les cas, il est imposé au Titulaire d'être présent pendant la coupure électrique annuelle qui a lieu en dehors des heures d'exploitation.

Le Titulaire sera informé de la date de coupure au moins 1 (un) mois à l'avance.

Le Titulaire devra remettre sur demande du Palais de Tokyo le certificat Q18.

Article 6. ASCENSEURS, MONTE-CHARGES

6.1 Installations et matériels concernés

Les installations concernées sont les ascenseurs et les monte-charges. Ces installations sont définies dans l'annexe 1 du CCTP.

6.2 Réglementation de référence

Le Titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;
- Le décret du 23 avril 1945 concernant la sécurité des travailleurs contre les dangers des appareils élévateurs tels que les ascenseurs et monte-charge,
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) (notamment les articles AS9 et GE9).

6.3 Fréquence des vérifications

La vérification a lieu à une fréquence semestrielle.

6.4 Modalités particulières d'exécution des prestations

Le contrôle technique quinquennal est réalisé dans le cadre d'une prestation complémentaire sur bons de commande selon les prix mentionnés dans le BPU.

Le Titulaire doit gérer l'échéancier des contrôles techniques quinquennaux de tous les appareils et prévenir le Palais de Tokyo au moins 6 (six) mois avant la date limite du contrôle d'un appareil.

Article 7. APPAREILS DE LEVAGE

7.1 Installations et matériels concernés

Les installations concernées sont :

- Les chariots élévateurs montés ou accompagnés,
- Les plates-formes élévatrices,
- Les nacelles,
- Les échafaudages.

Ces installations sont définies dans l'annexe 1 du CCTP.

7.2 Réglementation de référence

Le Titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- L'article R.4323-23 du Code du travail ;
- Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;

- Circulaire DRT 2005/04 du 24/03/2005 relative à l'application de l'arrêté du 1er/03/2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, de l'arrêté du 2/03/2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage et de l'arrêté du 3/03/2004 relatif à l'examen approfondi des grues à tour ;
- Arrêté du 21/12/2004 relatif aux vérifications des échafaudages ;
- Circulaire DRT 2005/08 du 27/06/2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.

7.3 Fréquence des vérifications

La vérification a lieu avec une fréquence semestrielle pour les chariots élévateurs, les plateformes élévatrices, et les nacelles.

Article 8. SYSTEME DE SECURITE INCENDIE ET MOYENS DE SECOURS

8.1 Installations et matériels concernés

Les équipements et installations concernés sont les moyens de secours suivants :

- Les extincteurs,
- Les colonnes sèches,
- Les installations d'extinction automatique à gaz,
- Les systèmes de sécurité incendie (détection incendie, alarme,...),
- Les portes et volets coupe-feu ou pare-flammes, les systèmes de détection,
- Les équipements de désenfumage,
- Les dispositifs d'arrêt automatique des installations de ventilation-climatisation et leurs clapets.

Il convient d'ajouter à ces installations tous les dispositifs concourant à la sécurité incendie tels que les systèmes de déverrouillage des issues, les plans d'évacuation, la signalisation, etc.

Ces installations sont définies dans l'annexe 1 du CCTP.

8.2 Réglementation de référence

Le Titulaire effectue toutes les vérifications de l'état d'entretien et de fonctionnement des moyens de secours conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) (notamment les articles GE 6, GE 10, MS73, PE4§2, P01§3, MS73, DF10, GZ30, GC22, CH58) ;
- L'article R-4227-39 du Code du travail.

8.3 Fréquence des vérifications

La prestation complète a lieu avec une fréquence annuelle.

8.4 Modalités particulières de réalisation

Conformément à la réglementation ERP, les SSI de catégorie A sont vérifiés annuellement conformément aux vérifications prévues dans la norme NFS61-933 comprenant notamment :

- L'examen de l'adéquation du dossier d'identité en regard des exigences de sécurité applicables au Palais de Tokyo ;
- L'examen de la conformité du SSI au dossier d'identité ;

- La vérification de la réalité des actions de maintenance par l'examen de leur enregistrement et par la réalisation d'essais de fonctionnement (au minimum un équipement par zone et par fonction) ;
- L'examen des conditions d'exploitation.

Conformément à l'Arrêté du 25 Juin 1980 modifié pour les ERP - dont notamment :

Articles MS 73 - Article DF 10 - Article GH5 - Article GH61, une vérification triennale est réalisée par le Titulaire. Cette prestation est réalisée dans le cadre d'une prestation complémentaire sur bons de commande à partir des prix mentionnés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Article 9. POINTS D'ANCRAGE ET LIGNE DE VIE

9.1 Installations et matériels concernés

Les matériels concernés sont les points d'ancrage de sécurité et les lignes de vie. Ces installations sont définies dans l'annexe 1 du CCTP.

9.2 Réglementation de référence

Le Titulaire effectue toutes les vérifications de l'état d'entretien des points d'ancrage conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- L'article R.4224-17 du Code du Travail ;
- Annexe A de la norme NF EN 795 (2016).

9.3 Fréquence des vérifications

La prestation complète a lieu avec une fréquence annuelle.

Article 10. EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

10.1 Installations et matériels concernés

Les équipements concernés sont les systèmes de protection individuels contre les chutes de hauteur, y compris les longes et leurs terminaisons.

Ces installations sont définies dans l'annexe 1 du CCTP.

10.2 Réglementation de référence

Le Titulaire effectue toutes les vérifications conformément à :

- L'article R.4323-99 du Code du travail ;
- L'arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

10.3 Fréquence des vérifications

La prestation complète a lieu avec une fréquence annuelle.

Article 11. PRESTATIONS DE CONSEIL

De manière générale, le Titulaire doit informer le Palais de Tokyo de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler au Palais de Tokyo, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai le Palais de Tokyo à qui il appartient de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le Titulaire doit assistance au Palais de Tokyo soit :

- Par téléphone pour tout complément d'information ;
- Lors de réunions organisées par le Palais de Tokyo le cas échéant ;
- En transmettant au Palais de Tokyo les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le Titulaire d'assurer les prestations définies à l'Accord-cadre. Dans la mesure où il est défaillant pour quelque raison que ce soit, le Palais de Tokyo peut faire appel à toute autre forme de service, au frais du Titulaire.

CHAPITRE 3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Article 12. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES SUR BONS DE COMMANDE

Les prestations complémentaires de conseil et d'assistance technique numérotées et définies ci-après pourront être commandées par le Palais de Tokyo sur la base des prix correspondants dans le BPU.

12.1 Vérification d'une armoire électrique par thermographie

Cette prestation complémentaire peut porter sur la vérification d'une ou plusieurs armoires électriques ou TGBT mentionnées dans l'annexe 1 du CCTP.

Cette prestation sera facturée selon les prix mentionnés dans le BPU.

12.2 Vérification triennale du Système de sécurité Incendie

Cette prestation complémentaire concerne la vérification triennale des installations mentionnées à l'article 8.1 et dans l'annexe 1 du présent CCTP.

Cette prestation sera facturée selon les prix mentionnés dans le BPU.

12.3 Vérification quinquennale des ascenseurs

Cette prestation complémentaire concerne la vérification quinquennale des installations mentionnées à l'article 6.1 et dans l'annexe 1 du présent CCTP.

Cette prestation sera facturée selon les prix mentionnés dans le BPU.

12.4 Vérification des installations de parafoudre.

Cette prestation complémentaire peut porter sur la vérification du système de parafoudre et des protections électriques associées. Ces installations sont détaillées dans l'annexe 1 du présent CCTP

Cette prestation sera facturée selon les prix mentionnés dans le BPU.

12.5 Prestation complémentaire – Schémas Electriques

Cette prestation comprend la création sous logiciel de conception assistée par ordinateur (logiciel Autocad ou équivalent) d'un schéma électrique à partir d'un plan existant aux formats A0, A3 et A4.

Le Titulaire devra en outre assister le Palais de Tokyo pour valider les besoins (présentation de schémas types, de modèles,...).

12.6 Prestation complémentaire – Mesures acoustiques

Cette prestation comprend les interventions pour poser et déposer un appareil de mesures avec enregistrement du bruit « standard » sur une durée d'une demi-journée, d'une journée ou sur une semaine complète.

La prestation comprend la remise d'un rapport avec analyse des données et proposition de solutions techniques ou organisationnelles.

12.7 Prestation complémentaire – Mesures de puissances

Cette prestation comprend les interventions pour poser et déposer un appareil de mesure avec enregistrement (puissance active, puissance apparente, tension, intensité, cosinus PHI) sur une durée d'une demi-journée, d'une journée ou sur une semaine complète.

La prestation comprend la remise d'un rapport avec analyse des données et proposition de solutions techniques ou organisationnelles.

12.8 Prestation complémentaire – Mesures d'harmoniques

Cette prestation comprend les interventions pour poser et déposer un appareil de mesure avec enregistrement d'harmoniques sur une durée d'une demi-journée, d'une journée ou sur une semaine complète (intégrant le samedi et le dimanche).

La prestation comprend la remise d'un rapport avec analyse des données et proposition de solutions techniques ou organisationnelles.

12.9 Autres prestations complémentaires

Les prestations autres que les prestations forfaitaires et que les huit prestations complémentaires mentionnées aux articles 12.1 à 12.8 ci-dessus, sont des prestations de contrôle, d'installation et de conseil mentionnées dans le BPU. Ces prestations sont facturées selon les taux horaires mentionnés dans le BPU.

Le Titulaire devra ainsi être en mesure de répondre à des besoins d'avis techniques dans les domaines suivants :

- La solidité des ouvrages ;
- La sécurité des personnes ;
- Les risques d'incendie, le calcul de potentiel calorifique ;
- L'aération des locaux ;

- L'analyse des problèmes de pollution ;
- L'isolation et le confort acoustique ;
- L'accessibilité handicapés.

Il est entendu que la prestation complémentaire sera précisée par le Palais de Tokyo au Titulaire. Ce dernier devra accepter la prestation dans un délai d'une semaine à compter de l'envoi de la demande par le Palais de Tokyo. Le Titulaire pourra refuser la prestation complémentaire si et seulement si elle ne correspond pas aux prestations de l'Accord-cadre. Dans cette hypothèse, le Titulaire devra motiver son refus par écrit au Palais de Tokyo.

CHAPITRE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 13. PERSONNEL

Le Titulaire est seul responsable des moyens humains qu'il met en place pour réaliser sa prestation.

Il appartient au Titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de présence, ainsi que la qualification du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles. Les moyens définis par le Titulaire dans le mémoire qu'il a remis lors de son offre constituent les moyens minimaux qui ne peuvent être inférieurs à ceux éventuellement définis dans le présent CCTP.

Le Titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. Les stages de formation nécessaires sont à la charge du Titulaire et inclus au forfait de rémunération.

La qualification de tout le personnel intervenant doit pouvoir être vérifiée par le Palais de Tokyo. La liste du personnel du Titulaire est tenue à jour régulièrement et transmise au Palais de Tokyo lors de toute modification. Les certificats de qualification sont joints aux demandes d'agrément.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations reste sous le contrôle administratif et la seule autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire pendant toute la durée des prestations.

Le personnel du Titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par le droit du travail ;
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant du Palais de Tokyo ;
- Aux conventions collectives relatives aux prestations assurées.

Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés, y compris lorsque les prestations sont effectuées au Palais de Tokyo. Le Titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations du présent Accord-cadre. Il fait sien des problèmes d'horaires et d'effectifs pour le respect de la législation concernant notamment la durée du travail, les repos hebdomadaires (et éventuellement complémentaires le cas échéant) et les congés annuels ou autres. Il fait son affaire personnelle des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses préposés du fait ou à l'occasion de l'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

En aucun cas et quelle que soit la durée des prestations, le personnel du Titulaire ne pourra être assimilé juridiquement au personnel salarié du Palais de Tokyo ou à un personnel intérimaire mis à sa disposition.

Le Titulaire devra exiger de ses préposés :

- Une tenue et un comportement rigoureux,
- La maîtrise de la langue française,
- Le respect des consignes de sécurité,

- Une discrétion absolue pendant leur présence dans le bâtiment du Palais de Tokyo et sur l'activité de ce dernier ;
- Le port du badge apparent de façon obligatoire du Palais de Tokyo pendant la durée de la présence dans le bâtiment du Palais de Tokyo ;
- L'interdiction d'utiliser tout moyen appartenant au Palais de Tokyo, sous réserve de ce qui est prévu à l'Accord-cadre ;
- Qu'ils n'utilisent aucune installation, ni ne se servent, sous réserve de ce qui est prévu à l'Accord-cadre, de matériel sans avoir obtenu l'autorisation préalable du Palais de Tokyo.

Le Palais de Tokyo se réserve le droit à tout moment de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Article 14. HORAIRES D'INTERVENTION ET DEROULEMENT DES PRESTATIONS

14.1. JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTION

14.1.1. Intervention pendant les jours et heures ouvrés

Le Palais de Tokyo est ouvert aux publics du lundi au dimanche (sauf le mardi) de 12h00 à 00h00. A titre indicatif, le Palais de Tokyo est exploité pendant 365 jours par an.

Les missions, objet de l'Accord-cadre sont assurées par le Titulaire du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30.

Au-delà de ces horaires d'intervention (8h30 / 18h30), la ou les mission(s) du Titulaire doit (vent) faire l'objet d'un bon de commande établi sur la base d'un devis via le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

14.1.2. Interventions en dehors des heures ouvrées

Les visites de vérification réglementaires sont réalisées, en principe pendant les heures ouvrées, à l'exception de celles qui :

- Nécessitent l'arrêt des installations ;
- Nécessitent la fermeture des accès à des zones pour le public (expositions, événements, etc) ;
- Occasionnent une gêne importante pour les occupants.

Sont notamment concernées les vérifications électriques pendant la coupure annuelle.

14.2. DEROULEMENT DES PRESTATIONS

14.2.1. Organisation générale des prestations

Le Titulaire met en place le personnel nécessaire à la réalisation des prestations. Il lui appartient d'en déterminer le nombre et la qualification.

Le projet global d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le rôle de chaque employé, le nombre d'heures prévisionnelles, est défini dans le mémoire technique de l'offre du Titulaire. Ces éléments constituent selon le Titulaire les moyens minimaux à mettre en œuvre pour assurer la bonne exécution des prestations de l'Accord-cadre et il s'engage de ce fait à les mettre en œuvre.

14.2.2. Planification des visites

La planification des visites sur une année complète est réalisée par le Titulaire dans un délai d'un (1) mois suivant la prise d'effet de l'Accord-cadre puis avant la fin du mois de novembre pour les années suivantes.

Au moins la moitié du nombre total de jours de visites (toutes visites confondues) devra être réalisée aux cours des six (6) premiers mois à compter de la notification de l'Accord-cadre.

Le planning des visites est remis au Palais de Tokyo avec le signalement de toutes les opérations pouvant avoir une incidence sur la disponibilité des installations ou pouvant occasionner une gêne aux occupants et/ ou aux publics ou devant être réalisées en dehors des heures d'exploitation normales.

Le Titulaire respecte le planning des visites tel qu'il a été défini avec le Palais de Tokyo. Lorsque cela n'est pas possible, le Titulaire doit prévenir le Palais de Tokyo et justifier le retard prévu.

14.2.3. Déroulement des visites

Le Titulaire contactera systématiquement le Palais de Tokyo quinze (15) jours avant la date prévue pour chaque visite afin de lui confirmer son intervention.

Le personnel intervenant du Titulaire se présentera aux dates et heures définies dans le planning.

Le Titulaire indiquera dans son planning annuel les dates de début et de fin d'intervention pour chaque visite.

Le Titulaire assiste aux épreuves et essais requis en application des textes et relève les résultats qu'il mentionne dans son rapport.

Le Titulaire consacre les moyens et le temps nécessaires au bon accomplissement de ses interventions de telle sorte que le rapport établi à leur issue soit aussi complet et exact que possible, compte tenu des circonstances et de l'état actuel de la technique et des connaissances.

Le Titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il est intervenu, tant d'une façon partielle que sur l'ensemble de celles-ci. En d'autres termes, toutes les installations, après intervention, devront rester en parfait état de fonctionnement et de sécurité.

En fin de visite, le personnel du Titulaire doit demander un entretien avec le Palais de Tokyo ou son représentant afin :

- D'exposer les différents dysfonctionnements constatés le cas échéant ;
- De prendre connaissance des actions entreprises (budgets et travaux programmés).

Ainsi le Titulaire aura l'ensemble des éléments nécessaires pour rédiger son rapport et devra en tout état de cause, tenir compte des actions entreprises par le Palais de Tokyo.

Le personnel d'intervention du Titulaire signe et complète après chaque visite le registre de sécurité qu'il demande systématiquement au Palais de Tokyo ou à son représentant.

Article 15. CONSOMMABLES ET PETITES FOURNITURES

Le Titulaire fournit, dans le cadre du forfait, l'ensemble des consommables et petites fournitures nécessaires au bon déroulement des prestations.

Sont désignés par consommables et petites fournitures tout « bien ou matériel non spécifique à un bien et destiné à une utilisation unique » - Norme AFNOR EN 13306 d'avril 2001.

Article 16. OUTILLAGE

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé, y compris les moyens d'accès et les appareils de mesure et de contrôle.

Si l'outillage et les matériels appartenant au Palais de Tokyo étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant au Palais de Tokyo qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'Accord-cadre.

Article 17. PROTECTION DES BIENS

Le Titulaire doit à ses frais la remise en état des biens qu'il aurait pu dégrader pendant ses prestations et les frais éventuellement engagés pour pallier la défaillance qu'il a engendrée.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations, le Palais de Tokyo se réserve le droit, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, de les faire exécuter aux frais du Titulaire par tout moyen qu'il jugerait bon.

CHAPITRE 5. CONTROLE ET SUIVI DE LA PRESTATION, DOCUMENTATION, LIVRABLES

Article 18. CONTROLES - SUIVI

18.1. CONTROLE CLIENT

Le Palais de Tokyo met en œuvre les contrôles qu'il juge utiles à la vérification du niveau de qualité des prestations de l'Accord-cadre.

En outre, le Palais de Tokyo pourra mettre en place auprès d'un organisme externe, un cahier des charges transversal de suivi et de contrôle des prestations de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit se soumettre et participer activement à ces contrôles, et mettre en œuvre les mesures correctives qui s'imposent au vu des résultats.

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'Accord-cadre.

Les opérations de suivi des prestations peuvent avoir lieu à l'occasion des visites ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées et des rapports remis.

Article 19. DOCUMENTATION LIEE A L'EXECUTION DE LA PRESTATION

19.1. DOCUMENTATION TECHNIQUE

Les documents techniques d'exécution sont mis à disposition du Titulaire lors de ses interventions. Dans le cas d'absence de documentation, le Titulaire doit tout de même réaliser sa mission.

Cette documentation reste la propriété du Palais de Tokyo et n'est utilisée par le Titulaire uniquement dans le cadre de l'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

Si le Titulaire le souhaite, il peut reproduire ces documents à ses frais. Les reproductions restent la propriété du Palais de Tokyo et lui seront remis à l'expiration de l'Accord-cadre.

Chaque fois que le Titulaire constate une erreur ou une omission sur les documents mis à sa disposition, il doit en informer le Palais de Tokyo afin d'y faire apporter les corrections.

19.2. RAPPORTS

19.2.1. Rapports de visite

Après chaque intervention, qu'il s'agisse d'une visite périodique ou d'une intervention particulière, le Titulaire établit un rapport (sous format informatique mis à disposition sur la plateforme en ligne accessible par le Palais de Tokyo pendant toute la durée de l'Accord-cadre). Une version papier pourra être produite et communiquée à la demande du Palais de Tokyo.

Les rapports du Titulaire ne sauraient, le cas échéant, être diffusés ou communiqués à des tiers que dans leur intégralité et avec l'autorisation expresse du Palais de Tokyo.

Chaque rapport se réfère aux caractéristiques techniques des installations concernées par les contrôles réalisés dans le cadre de l'Accord-cadre. Il fait état de façon précise des anomalies constatées et contient les observations propres pour permettre d'y remédier.

Chaque document reprend le programme des visites, indique d'une manière très détaillée les observations faites au cours de l'intervention et propose des solutions constructives.

Sont notamment spécifiées dans ce document :

- Les principales caractéristiques techniques des installations (marque, performance,...) ;
- Une liste des vérifications et contrôles réalisés en regard des ouvrages concernés ;
- Le détail des essais effectués ainsi que les résultats obtenus ;
- L'inventaire des observations à prendre en compte. Pour chaque remarque, il s'agira de préciser s'il s'agit d'améliorations ou de non-conformité à la réglementation en vigueur ;
- Les dates, heures de début et de fin d'intervention ;
- Une liste récapitulative des non-conformités conformément aux dispositions du paragraphe suivant.

Le Titulaire donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des ouvrages et les améliorations à apporter.

Le rapport de visite est remis dans un délai n'excédant pas 4 (quatre) semaines à compter du dernier jour de la visite.

19.2.2. Listes des observations au format informatique

Afin d'en faciliter le traitement ultérieur, la liste des observations formulées dans chaque rapport du Titulaire est mis à disposition du Palais de Tokyo (portail informatique et / ou format Excel).

Le Titulaire fera valider au Palais de Tokyo le fichier de suivi des non-conformités.

Ainsi, les non-conformités constatées sont classées par criticité selon une échelle qui sera proposée au Palais de Tokyo.

Les fichiers informatiques relatifs aux listes d'observation sont systématiquement joints avec les rapports complets et sans que le Palais de Tokyo n'ait à les demander.

19.2.3. Rapport annuel

Le Titulaire établit un rapport de synthèse annuel dans lequel sont consignés au minimum :

- La synthèse des vérifications réglementaires ;
- Le planning des visites mis à jour pour l'année suivante ;
- Les plaintes et doléances observées au cours de l'année ;
- Les difficultés rencontrées par le Titulaire ;
- La nature de tout ce qui n'est pas conforme à la réglementation ;
- Les suggestions et propositions d'amélioration identifiées dans le cadre d'une démarche qualité.

Le rapport annuel est remis au plus tard dans les 3 (trois) semaines suivant la date anniversaire de l'Accord-cadre.

19.3. REUNIONS

Des réunions périodiques au moins semestrielles sont organisées en présence du Titulaire et du Palais de Tokyo.

Ces réunions ont pour objet de faire le point sur les différents rapports remis par le Titulaire, de prendre en compte les préconisations et d'établir une synthèse des actions à mener en priorité.

En conséquence, les rapports de vérifications du Titulaire servent de base aux réunions. D'autres points sont toutefois inscrits, si nécessaire, à l'ordre du jour, comme les questions de sécurité et l'adéquation des ressources. Les actions et observations qui résultent de cette réunion sont enregistrées par le Titulaire.

Des réunions complémentaires et spécifiques pourront être organisées à la demande du Palais de Tokyo ou du Titulaire en fonction des besoins.

Dans tous les cas, le Titulaire rédige les comptes-rendus de réunion et les remet au Palais de Tokyo dans les deux (2) jours ouvrés suivant la réunion, pour validation avant diffusion.

CHAPITRE 6. ANNEXE

Le CCTP est composé de l'annexe suivante :

- Annexe 1 : liste des équipements et matériels du Palais de Tokyo.